AUGMENTER LES SALAIRES

En 15 ans, nos salaires ont perdu 14 % par rapport à l'inflation.
L'austérité n'est pas la solution, elle est le problème.
Pour relancer l'emploi et l'économie, il faut augmenter les salaires.

DES MOYENS EXISTENT POUR CELA.

Des pistes pour trouver l'argent :
- plus de 310 milliards par an de dividendes payés aux actionnaires et d'intérêts versés aux banques
- plus de 200 milliards d'aides et d'exonérations sociales et fiscales aux entreprises
- 80 milliards : fraude fiscale.

AGENTS EXPÉRIMENTÉS RÉDUITS AU SILENCE PIÉGÉS PAR DES CERTIFICATIONS ISO 9000 CE N'EST PAS CELA LA QUALITÉ DU TRAVAIL !

LES NORMALISATIONS ISO QUALITÉ SE MULTIPLIENT.

Avec ces normes la qualité consisterait à appliquer des procédures en évacuant la réalité du travail. Loin de parvenir à l'efficacité et à la qualité, ce management aboutit à une lourdeur des procédures et à un travail qui perd tout son sens.

FAIRE UN TRAVAIL DE QUALITÉ : COMMENT ?

Naturellement les agents ont à cœur de bien faire leur travail.
La qualité de ce qu'ils produisent résulte de leur formation, leur savoir-faire, leurs initiatives, leur expérience du terrain et celle du métier.
Le besoin des agents d'être entendus et reconnus est fort.
Les encadrants aussi sont piégés par cette approche du travail. Ils sont obligés de consacrer beaucoup de temps à remplir des tableaux de bord, à respecter des indicateurs virtuels, à multiplier contrôles et évaluations. Ils n'ont plus assez de temps pour être sur le travail réel.

LES AGENTS VEULENT FAIRE DU BON TRAVAIL !

SERVICE SÉCURITÉ : DÉFICIT DE RECONNAISSANCE DE LA PART DE L'ADMINISTRATION

Disponibles 24/24, 365j/365j, les agents de sécurité font face à toutes les situations sans droit à l'erreur.
Leurs missions sont multiples : protection des personnes et des biens, gestion des PC sécurité sûreté et incendie, gestion des bâtiments annexes*, formations de prévention et de secourisme auprès des agents… Ces missions nécessitent régulièrement des mises à niveau des connaissances et du savoir-faire.
Les obligations des agents, légitimes et assumées, contrastent avec le traitement du service par l'administration : promotions minimalistes, carrières bloquées, stigmatisation du service 24h/72h, sentiment d'injustice.
L'administration doit développer ses missions de sécurité et de sûreté. Elle doit valoriser le travail des équipes et assurer aux agents un déroulement de carrière cohérent.

* L'administration indique que la télésurveillance des bâtiments annexes repris par le service sécurité se traduit par une économie de plus de 800 000€/an pour notre ministère.

NES : POUR LES TECHNIQUES AUSSI

La lutte contre la discrimination, c'est aussi se battre pour ne pas être exclu du NES (nouvel espace statutaire).
Ainsi, pour les ingénieurs adjoints, nous réclamons 2 échelons supplémentaires c'est à dire l'alignement par rapport à la grille des secrétaires administratifs de classe exceptionnelle.

Je souhaite

- ☐ ÊTRE CONTACTÉ-E PAR LA CGT
- ☐ ADHÉRER À LA CGT

NOM : _____

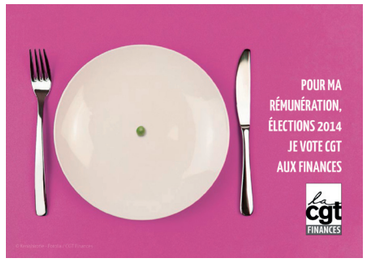
PRÉNOM : _____

DIRECTION/SERVICE : _____

TÉL : _____

MÈL : _____

120 rue de Bercy - Télédoc 712
75572 PARIS CEDEX 12 - 01.53.18.72.94
syndicat-cgt-centrale@syndicats.finances.gouv.fr
www.centrale-finances-cgt.fr



ELECTION AU COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIAL SEP2

la cgt Centrale Finances

LA CGT VOUS DONNE TOUJOURS UN COUP DE MAIN SI VOUS LE LUI DEMANDEZ DONNEZ-LUI UN COUP DE POUCE POUR MIEUX VOUS DÉFENDRE

Présente dans toutes les instances et avec son réseau de militants, la CGT construit des revendications avec vous. Cela nous permet de défendre tous les personnels quel que soit leur statut.

DERNIÈRE MINUTE ! EN DIRECT DU CTS SEP2

PRIVATISATION DE L'ACCUEIL DU BÂTIMENT NECKER

Le Comité technique spécial SEP2 s'est réuni le 19 novembre 2014. L'externalisation-privatisation de l'accueil Necker était à l'ordre du jour. La CGT a demandé qu'il soit procédé à un vote.

Résultats du vote :
Contre la privatisation : CGT
Abstention : SPAC-UNSA, SPSCM (absence de l'élu CFDT)

L'abstention n'étant pas considérée comme l'expression d'un vote défavorable, l'administration a déclaré que la proposition d'externalisation sera mise en œuvre.

➔ *voir article en page intérieure*

LA CGT VOUS PRÉSENTE SES CANDIDATS

M. Dominique **BIGE** : GRID - Vauban
M. Bruno **LE MANACH** : Chef de bâtiment – Nantes
M. Fabrice **GRONEK** : Chef d'équipe - Service sécurité
M. Fabrice **PIERROT** : Huissier - accueil cabinet du ministre
Mme Sylvie **MOUNIER** : Responsable de secteur - SEM
M. Didier **TODINI** : Gestionnaire de sites - Malakoff
M. Michel **NELATON** : Gestionnaire de sites
M. Dominique **TRICOIRE** : Gestionnaire de sites
Mme Denise **AURE** : GRID - Vauban
M. Franck **HERMOUET** : Agent de sécurité - Service sécurité
M. Serge **RODRIGUEZ** : Gestionnaire - Mission du patrimoine artistique
M. Paul **CHOCHEPRAT** : Gestionnaire - Mission du patrimoine artistique
M. Laurent **CHAUVEL** : Documentaliste - Centre de ressources documentaires
M. Olivier **DELORME** : Agent d'encadrement - SEL
M. Antoine **BOUROUBA** : Cuisinier - Cercle des directeurs - Hôtel des ministres
M. Jean-Robert **COMBEAU** : Secteur courrier - Vincent Auriol

CGT CENTRALE FINANCES • Bâtiment Necker • télédoc 712 • 120 rue de Bercy • 75572 PARIS CEDEX 12 • COURRIEL : syndicat-cgt-centrale@syndicats.finances.gouv.fr • SITE : www.centrale-finances-cgt.fr

CORPS TECHNIQUES : PAROLE D'AGENTS

« Filières techniques supprimées, expérience métier ignorée, extinction des corps techniques.

Il n'y a plus de reconnaissance et pas de promotions !

Missions et compétences internes abandonnées aux prestataires privés, réorganisations sans concertation, réductions d'effectifs.

Abandon de missions, non remplacement des départs en retraite.

Il faut embaucher des fonctionnaires.

Le travail est déshumanisé et parfois ni fait ni à faire.

Batteries de contrôles, d'indicateurs, de tableaux de bord, multitude de procédures : ce n'est pas cela le vrai travail.

On veut redonner du sens à notre travail.

La haute hiérarchie ne s'intéresse plus au travail concret ni aux difficultés rencontrées pour le réaliser.

Il faut débloquer les carrières, on a encore plusieurs années à travailler.»

Il faut intégrer les primes dans le traitement pour améliorer les retraites (actuellement la pension est d'environ 55% du dernier traitement NET).

DEMAIN, LA CGT FERA ENTENDRE VOTRE PAROLE AU COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIAL

EN 3 ANS, 9 % DES EFFECTIFS DE SEP 2 SUPPRIMÉS ! MAIS POUR LES PRESTATAIRES, IL Y A DE L'ARGENT

La CGT a enfin obtenu des informations sur le coût des externalisations au privé.
Les privatisations de missions détruisent l'emploi public. Quelques grands groupes privés se gavent avec l'argent public. Ils sont peu soucieux des conditions de travail de leurs salariés trop souvent à statut précaire.

Pour le seul périmètre de SEP2 (exploitation et maintenance des bâtiments) les sommes sont importantes.
Pour 2013 et à la demande de la CGT, le sous-directeur de SEP a communiqué des documents dont voici des extraits :
- plus de 4, 6 millions d'euros pour la sécurité/gardiennage soit l'équivalent de l'embauche d'environ 110 agents*.
- 1, 8 millions d'euros pour le déménagement des bureaux soit environ 45 agents*.
- 804 000 € pour des travaux de menuiserie, peinture et métallerie : soit environ 20 agents*.
- 259 000 € pour agencements de cloisons amovibles.

Le recours à l'externalisation coûte cher. L'importance des sommes confirme la position de la CGT :
- Les missions courantes et répondant à des besoins permanents doivent être réalisées par des fonctionnaires.
- Il faut embaucher et permettre à des jeunes d'accéder à l'emploi public.

*calcul effectué sur la base d'une dépense annuelle moyenne par agent de 40 539 € pour un agent de cat. C, 47 230 € pour un B et 69 293 € pour un A - source : PAP 2015.

EXTERNALISATIONS, PRIVATISATION DES MISSIONS, UNE PENTE DANGEREUSE !

Il faut ré-internaliser, former et embaucher !

L'administration n'établit pas que le recours au privé coûte moins cher que le service public.
En revanche, elle a déjà décidé de ne plus recruter sur les métiers techniques. Pour autant elle a besoin de fonctionnaires pour contrôler le travail des sous-traitants. Compte tenu des départs à la retraite, sans embauches, les services n'auront ni les moyens, ni les compétences pour assurer les missions de contrôle/pilotage.

La CGT se prononce pour :
- un plan de formation ambitieux,
- le recrutement de techniciens, y compris de niveau BTS dans un corps interministériel.

ENCORE UNE PRIVATISATION EN PROJET : L'ACCUEIL DU BÂTIMENT NECKER !

Vous passez tous les jours devant nos collègues fonctionnaires qui accueillent les visiteurs. La plupart sont des femmes (hôtesses d'accueil) et exercent leurs fonctions sur les divers lieux répartis entre Bercy et Necker.

De plus en plus de visiteurs… mais de moins en moins d'agents.

En 2013, elles ont reçu 147 000 visiteurs. Elles assurent aussi d'autres missions : accueil événementiel et diverses prestations particulières à l'Hôtel des ministres ou au Centre de conférences.
Le nombre de personnes accueillies augmente mais celui des hôtesses diminue. En raison du non remplacement des départs, il ne restera plus que 13 agents en 2015. Cela ne permettra pas de faire le travail dans de bonnes conditions.

Des vessies pour des lanternes …

Après avoir créé le problème, l'administration apporte la solution et décide… la privatisation, « pour maintenir une prestation de qualité et satisfaire au mieux les prescriptions du référentiel Marianne » justifie-t-elle dans une note datée du 21 octobre. Et poursuit : «… ce nouveau mode de gestion (ndlr : la privatisation), permettrait de recentrer les activités du secteur sur les bâtiments Colbert et Vauban et de redéployer des agents sur tous les postes d'accueil afin d'améliorer la qualité des prestations ». Assertion très vite démentie.

Vente à la découpe des missions !

En fait, l'objectif réel a été froidement annoncé par le Sous-directeur du cadre de vie et de l'environnement professionnel : « faire glisser l'accueil des bâtiments Colbert et Vauban vers la privatisation d'ici quatre à cinq ans ».

A terme, cette affaire pourrait se révéler coûteuse pour les contribuables.

En effet, le Chef du service de l'environnement professionnel et le Sous-directeur du cadre de vie ont tout simplement admis que l'administration n'avait pas réalisé d'étude comparative des coûts public/privé. Aucun élément chiffré n'a été fourni pour apporter la preuve que la privatisation est source d'économie sur le long terme.

La CGT se prononce contre cette privatisation et demande l'étude d'une alternative.

Les agents ont le sentiment que l'engagement dans leur travail est ignoré et méprisé. Du jour au lendemain, on dit aux hotesse qu'on n'a plus besoin d'elles sur un site. Elles seront remplacées par des salariés du secteur privé en situation précaire.

Les missions d'accueil sont des missions permanentes. Il faut embaucher 2 à 3 agents pour maintenir cette mission de service public.

LA RÉDUCTION DES COÛTS COÛTE QUE COÛTE : UN MYTHE COÛTEUX ET PARFOIS DÉSASTREUX

Nos dirigeants imposent un management obnubilé par les suppressions d'effectifs, les réorganisations continues et les externalisations vers des entreprises privées.

Ces décisions détruisent nos missions.

Elles se traduisent trop souvent par des gâchis financiers et humains.

Exemple :
- l'ONP (Opérateur national de paie) dénoncé par la CGT a coûté plus d'un milliard d'euros pour être abandonné,
- le logiciel de paye LOUVOIS du ministère de la Défense est un fiasco,
- les grands chantiers dans le cadre de partenariats public/privé sont des gouffres financiers et ne répondent pas aux besoins.

Oui, il faut des moyens humains et financiers pour assurer des missions publiques de qualité.

Oui, les jeunes doivent accéder au travail et assurer le renouvellement des emplois publics.

Ces orientations seraient porteuses d'avenir pour nos emplois et nos missions.

VOUS EN AVEZ ASSEZ D'ÊTRE BROYÉS PAR LES RÉFORMES ET LES RÉORGANISATIONS, VOTEZ CGT !